

Collection

# Documents de politiques



LA STRATÉGIE DU BRÉSIL POUR ÉDIFIER SON STATUT DE LEADER  
SUD-AMÉRICAIN: CONTENIR L'INFLUENCE RÉGIONALE DU VENEZUELA

[WWW.CEI.ULAAVAL.CA](http://WWW.CEI.ULAAVAL.CA)

Les commentaires qui suivent sont issus d'une entrevue et de recherches réalisées durant le mois de novembre 2011, alors que le Brésil continue d'irriter plusieurs de ses voisins en raison de sa volonté grandissante de devenir le leader par excellence de l'Amérique du Sud. Ce désaveu du leadership brésilien est particulièrement virulent de la part du Venezuela, ce qui donne naturellement lieu à une relation bilatérale conflictuelle à certains égards. En effet, la projection du Brésil en Amérique du Sud heurte de front les projets intégrationnistes idéologiques du président vénézuélien. Afin de mieux saisir les objectifs géopolitiques poursuivis par le Brésil et qui motivent sa politique étrangère à l'endroit du Venezuela, – une puissance secondaire de la région sud-américaine – monsieur Raúl Enrique Rojo, professeur de géopolitique à la Universidade federal do Rio Grande do Sul, a accordé une entrevue au Centre d'études interaméricaines (CEI).

---

## LE CONTEXTE

Pendant plusieurs années, le Brésil a été perçu comme une puissance régionale passive en Amérique du Sud. Alors que ce pays semble aujourd'hui s'être doté de tous les aspects d'une grande puissance régionale, (forte population, vaste territoire, économie dynamique, suprématie militaire régionale, régime démocratique et stable) son statut de leader demeure contesté à l'échelle sud-américaine. En effet, le Brésil ne possède pas la légitimité et l'acceptation nécessaire pour imposer ses vues à ses voisins, ce qui amène certains spécialistes à qualifier ce pays de « leader ambivalent ».

Néanmoins, il est clair que le géant sud-américain a la volonté de réorganiser l'ordre géopolitique régional en fonction de ses intérêts, et ce, tout en s'affairant à devenir la locomotive qui précipitera l'émergence du sous-continent : ce scénario lui permettrait assurément de bénéficier d'une influence accrue sur les pays de la région ainsi que dans le monde en général.

Aujourd'hui, c'est surtout le Venezuela, pays qui aspire lui aussi à jouer un rôle de leader régional dans plusieurs domaines, qui empêche le Brésil de devenir le véritable meneur de l'Amérique du Sud. Par conséquent, s'il souhaite édifier son statut de leader sud-américain, le Brésil se doit nécessairement de contenir l'influence régionale de son voisin.

Depuis une quinzaine d'années, la relation entre le Brésil et le Venezuela oscille entre la coopération et la compétition. Bien que les combats contre la mondialisation asymétrique et contre la pauvreté – tant à l'échelle nationale que régionale – soient des priorités fondamentales des gouvernements de ces deux pays, ils ne s'entendent pas sur les moyens à utiliser pour parvenir à leur fin et cela donne lieu à une rivalité croissante entre les deux voisins. En effet, ces deux pays font la promotion de projets régionaux antagonistes qui sont fortement influencés par les ambitions personnelles de ceux qui les ont établis : Hugo Chavez dans le cas du Venezuela et Luis Inacio Lula da Silva pour ce qui est du Brésil.

## LES CONSTATS

### Caractéristiques de la rivalité entre le Brésil et le Venezuela

- Le Brésil et le Venezuela aspirent tous deux à devenir des leaders régionaux influents pour ainsi être en mesure de remodeler la région en fonction de leurs valeurs et intérêts.
- En apparence, les relations entre les deux pays sont cordiales, mais elles occultent une compétition évidente pour l'influence économique et politique dans la région.
- Alors que le Venezuela utilise ses revenus pétroliers pour se faire des alliés, le Brésil se sert de sa diplomatie particulièrement compétente puis continue de tirer avantage du prestige personnel de l'ex-président Lula afin de renforcer son influence dans la région et dans le monde.
- Le Venezuela a offert un appui sans réserve à la Bolivie lors du long conflit qui l'a opposé au Brésil et qui était la conséquence de la nationalisation de l'industrie du gaz naturel bolivien; cet exemple illustre bien la volonté vénézuélienne de tenir tête au géant sud-américain dans la sphère régionale.
- La rivalité entre Brasília et Caracas se joue en grande partie sur le terrain énergétique, alors que les deux pays font la promotion des ressources naturelles pour lesquelles ils détiennent un avantage comparatif : les biocarburants dans le cas du Brésil et les hydrocarbures dans le cas du Venezuela. En ce sens, le Venezuela critique ouvertement la stratégie brésilienne visant à développer son industrie des biocarburants, arguant que les terres qui seront utilisées pour cultiver la canne à sucre ne pourront être redistribuées aux populations dans le besoin et ne pourront

assurer la sécurité alimentaire mondiale.

- Le Venezuela – qui prétend qu'il existe plusieurs pays leaders en Amérique latine – tente de s'imposer comme une puissance régionale apte à faire contrepoids non seulement à l'impérialisme états-unien, mais aussi à l'influence brésilienne grandissante en Amérique latine.

- Alors que Caracas aimerait créer une « OTAN du Sud » afin de défendre les pays de la région contre une éventuelle agression étrangère (lire, une agression états-unienne), Brasília n'a aucun intérêt à désigner les États-Unis comme un ennemi, étant donné que ce pays est un acteur essentiel dans la quête que mène le Brésil afin d'être reconnu comme un État pivot en Amérique latine. Dès lors, les autorités brésiliennes refusent l'idée de la création d'une « OTAN du Sud » et optent plutôt pour l'édification d'un organisme servant à prévenir des conflits dans la région, un peu à l'image du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU).

□

- La récente création de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) puis de son Conseil sud-américain de la défense (CDS) – qui est placé *de facto* sous l'« hégémonie » brésilienne et qui, par conséquent, a reçu la bénédiction de Washington et de Bruxelles – vient s'inscrire dans une stratégie poursuivie par le Brésil et qui consiste à atteindre une supériorité régionale en matière de sécurité, alors que le pays se transforme progressivement en puissance militaire. De plus, cette initiative représente un excellent moyen pour le Brésil de bloquer la volonté vénézuélienne de mettre sur pied une armée de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques).

- Le Brésil souhaite devenir le médiateur privilégié des pays latino-américains – notamment par le biais du CDS de l'UNASUR – lorsque surviennent des crises politiques au sein du continent. Cette

éventualité permettrait notamment de montrer au monde que le Brésil est capable d'assurer lui-même la stabilité de la région et par conséquent, qu'il est digne de devenir un membre permanent du CSNU.

- Le Brésil et le Venezuela tiennent à conserver le contrôle sur leur projet d'intégration régional respectif que sont l'UNASUR et l'ALBA; cela explique pourquoi ces deux organisations fonctionnent davantage comme des forums de concertation politique que comme de véritables institutions multilatérales alimentées par des stratégies communes. En effet, ces projets sont considérés par les deux États comme des outils importants pour la consolidation de leur influence régionale et de leur projection internationale.

### **Comment le Brésil tente-t-il de faire accepter son rôle de leader régional par le Venezuela**

- Malgré la rivalité présente entre le Brésil et le Venezuela, ces deux pays partagent tout de même certains intérêts convergents: le Brésil travaille donc à faire en sorte que son voisin accepte de prendre part aux différents projets de coopération régionale qui sont motivés par leurs quelques intérêts communs.

- Les deux États (spécialement le Venezuela) souhaitent que les États-Unis soient exclus des questions qui touchent la sécurité régionale. En ce sens, la fondation de l'UNASUR et du CDS – une initiative essentiellement brésilienne – est de nature à resserrer les liens entre les deux pays.

- La ferme opposition du Brésil devant l'instauration de sept bases militaires états-uniennes en Colombie – un thème qui irrite le régime vénézuélien au plus haut point – contribue également à diminuer la

méfiance du Venezuela à l'endroit de son voisin.

- La toute récente création de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) – un bloc régional regroupant la totalité des pays des Amériques à l'exception notable du Canada et des États-Unis – aidera sans doute les deux nations à s'affranchir un peu plus de l'influence des États-Unis et de l'OEA (Organisation des États américains) dans la région.

- Alors que le Venezuela souhaite que la CELAC remplace « ce vieil espace manipulé et dominé par les États-Unis » qu'est l'OEA, le Brésil – qui a été le principal instigateur et qui sera sans doute le premier bénéficiaire et le principal acteur de ce projet intégrationniste – adopte une position plus modérée et espère plutôt que la CELAC permettra de rivaliser avec l'OEA sans toutefois la remplacer, et ce, afin de « créer un avenir sans ingérence d'autres pays [en Amérique latine et dans les Caraïbes] ».

- Brasília a réussi à faire progresser son projet d'« hégémonie consensuelle » en travaillant notamment à favoriser la croissance économique régionale, à protéger la démocratie dans le continent (médiation lors du coup d'État au Honduras et de la tentative de putsch en Équateur, par exemple) puis à offrir des solutions régionales coordonnées sur une base multilatérale aux défis de la mondialisation. Ainsi, le Brésil tente de gagner du prestige à l'échelle régionale en faisant la promotion de normes et de valeurs partagées par les autres pays sud-américains.

- Le fait d'assumer une prestation plus importante de biens publics régionaux – une éventualité qui pourrait bien se concrétiser au cours des prochaines

années <sup>1</sup> – contribuerait à rallier partiellement le Venezuela au leadership brésilien et à renforcer la légitimité du Brésil en tant que leader aux yeux des autres pays sud-américains.

## **L'attitude du Brésil à l'égard du Mercosur et de l'adhésion du Venezuela à cette institution**

- Si le Brésil – et dans une moindre mesure, le Venezuela – a joué un rôle si actif dans la mise en échec du projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), c'est en grande partie parce que ce pays était soucieux de préserver et de renforcer le rôle du Mercosur (Marché commun du Sud) en tant que plateforme à partir de laquelle sont conduites les négociations de la région avec l'étranger.
- Aujourd'hui, le Mercosur ressemble davantage à un bloc politique qu'à un bloc économique et commercial qui était son objectif initial. Ce changement a notamment été favorisé par le gouvernement de Lula da Silva, qui a préféré oeuvrer à l'élargissement de l'institution régionale plutôt qu'à sa consolidation.
- En juillet 2006, l'admission du Venezuela en tant que cinquième membre

à part entière du Mercosur <sup>2</sup> est venue amplifier cette tendance en faveur de l'élargissement et de la politisation du bloc. Cela témoignait également de l'intention brésilienne d'étendre son influence jusque dans le nord de l'Amérique du Sud.

- Le gouvernement vénézuélien souhaite que le Mercosur s'inspire de l'ALBA et applique les principes d'« intégration régionale solidaire » que cette institution travaille à mettre en oeuvre <sup>3</sup>. Ainsi, le Venezuela veut – tout comme le Brésil – utiliser le Mercosur comme un moyen d'étendre son influence dans la région.
- Les appels lancés par le président Chavez pour réformer le Mercosur et en faire un « mécanisme d'intégration au service des peuples » n'ont toutefois pas reçu beaucoup d'appuis au Brésil, qui a même considéré ces propos comme étant « peu diplomatiques ».
- Selon le professeur Rojo, le fait d'accepter que le Venezuela se joigne au Mercosur est l'équivalent de « laisser le renard entrer dans le poulailler », surtout lorsqu'on considère que le président Chavez a la ferme intention de faire tout ce qui est en son pouvoir pour imposer ses exigences au bloc. En priorisant l'élargissement du bloc au détriment de sa consolidation, le Brésil prend ainsi le risque de miner la cohésion du bloc à court et à moyen terme ou du moins, tant qu'un

---

<sup>1</sup> Les récentes découvertes de pétrole dans les eaux territoriales brésiliennes au large de Rio de Janeiro feront probablement en sorte que le Brésil deviendra l'un des dix principaux producteurs mondiaux d'or noir d'ici à quelques années, ce qui lui permettra notamment d'offrir une certaine sécurité énergétique régionale et d'assumer davantage les coûts de l'intégration régionale. Avec ces nouvelles rentrées d'argent, Brasília sera davantage en mesure d'offrir une série d'incitatifs financiers au Venezuela afin de neutraliser certaines de ses initiatives de projection régionale. Pour l'instant, le fait que le Brésil, malgré sa supériorité régionale incontestable, n'assume pas une partie significative des coûts économiques de l'intégration régionale augmente la propension du Venezuela à désavouer son leadership.

---

<sup>2</sup> Pour l'instant, l'effectivité de l'adhésion du Venezuela au sein de l'organisation demeure bloquée par les partis d'opposition du Congrès paraguayen, qui refusent toujours d'entériner la candidature vénézuélienne; les Congrès de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay ont déjà donné leur accord, non sans soulever la polémique, à l'admission pleine et entière du Venezuela dans le Mercosur.

<sup>3</sup> En ce sens, Hugo Chavez – qui est philosophiquement opposé au libre-échange et qui a affirmé que le Mercosur devait être « décontaminé du néolibéralisme » – a déjà déclaré que le Mercosur devrait suivre l'exemple de Cuba et accorder beaucoup plus d'importance aux politiques sociales et à la réduction des inégalités qu'à l'approfondissement de son intégration économique.

régime chaviste sera à la tête du Venezuela<sup>4</sup>.

- L'adhésion effective du Venezuela au Mercosur aurait pour effet d'accroître l'importance du bloc, conséquence probable de l'ouverture des marchés vénézuéliens aux autres pays membres. Cela augmenterait certainement le poids du Marché commun lors des négociations avec l'extérieur et puisque c'est le Brésil qui est de loin le plus gros joueur de cette organisation, son prestige régional et international gagnerait sans doute de l'importance.
- La perspective d'un meilleur accès aux abondantes ressources énergétiques que l'on retrouve au Venezuela est très intéressante pour le Brésil – selon le professeur Rojo, le pétrole vénézuélien constitue le principal attrait de ce pays du point de vue brésilien. En ce sens, le Brésil voit d'un bon œil la possibilité qu'un « émirat pétrolier sud-américain » se joigne à l'organisation, d'autant plus que cela pourrait assurer la sécurité énergétique de l'Amérique du Sud.
- Si le Brésil tient tant à ce que le Venezuela rejoigne le Mercosur, c'est également parce que le géant sud-américain considère qu'il sera ainsi plus en mesure de contenir les ambitions révolutionnaires du président Chavez et que cela se traduira par une diminution de son influence à l'échelle régionale. En incluant le Venezuela au sein de l'institution régionale, le Brésil serait possiblement plus à même d'exercer un meilleur contrôle sur son voisin

---

<sup>4</sup> Le problème n'est pas le Venezuela en tant que tel, mais plutôt le gouvernement de Chavez, à qui l'on reproche notamment ses positions radicales, sa relation ambiguë avec la démocratie, de même que son opposition idéologique au capitalisme et aux principes du libre-échange.

L'Amérique du Sud est actuellement le théâtre d'une compétition entre deux pays qui aspirent au rôle de leader régional et qui offrent deux projets intégrationnistes concurrentiels. Toutefois, le fait que Brésil n'opte pas pour une stratégie de projection régionale dont l'objectif est de renforcer un projet idéologique personnel, mais fasse plutôt la promotion d'un projet inclusif et pragmatique rend l'initiative brésilienne plus prometteuse. En effet, la stratégie brésilienne qui vise à faire en sorte que le pays acquiert une influence supérieure à l'échelle régionale et à l'échelle mondiale a de bonnes chances de se réaliser, à condition que les autres pays sud-américains appuient leur voisin dans cette initiative. En ce sens, si les États de la région – le Venezuela en première place – devaient en venir à adopter une stratégie de suivisme à l'égard du Brésil, cela lui conférerait assurément un rôle de premier ordre à l'échelle planétaire. Par contre, tout porte à croire qu'à court terme, ni le Venezuela d'Hugo Chavez, ni les autres États sud-américains n'ont l'intention de donner leur aval aux prétentions brésiennes. Ce faisant, le Brésil – qui semble avoir la prétention de vouloir résoudre tous les problèmes du monde – devra continuer d'allouer des efforts substantiels au renforcement de sa projection régionale s'il souhaite contrecarrer l'influence vénézuélienne en Amérique du Sud.

## RÉFÉRENCES

### Source principale :

Entrevue accordée par : **Raúl Enrique Rojo**, professeur de géopolitique à la Universidade federal do Rio Grande do Sul, Porto Alegre, Brésil.

### Sources secondaires :

BURGES, Sean W., 2007, « Building a Global Southern Coalition: the competing approaches of Brazil's Lula and Venezuela's Chávez », *Third World Quarterly*, Routledge, Vol. 28, No. 7, pp. 1343 – 1358.

FLEMES Daniel et Thorsten WOJCZEWSKI, 2011, « Contested Leadership in Comparative Perspective: Power Strategies in South Asia and South America », *Asian Journal of Latin American Studies*, Vol. 24, No. 1, pp. 1 – 27.

SANTANDER, Sebastian, 2009, « El 'giro a la izquierda' en América Latina : Fragmentación y recomposición de la geopolítica regional » *Cuadernos sobre Relaciones Internacionales, Regionalismo y Desarrollo*, Vol. 4, No. 7, pp.17 – 38.

VARAS, Augusto, 2008, « Brazil in South America: from indifference to hegemony », *Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior*, Comment, May 2008, 7p.

Informations recueillies et compilées par Gabriel Coulombe